



Dimanche 16 Janvier 2021



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du Gouvernement: les secteurs de la Justice et de l'Intérieur focalisent les travaux

Les secteurs de la Justice et de l'Intérieur ont focalisé les travaux de la réunion du Gouvernement, présidée jeudi par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, indique un communiqué des services du Premier ministre dont voici le texte intégral :



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le Président Tebboune préside dimanche une réunion du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune présidera, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen du projet de loi portant découpage judiciaire et à des exposés relatifs à plusieurs secteurs, a indiqué, samedi, un communiqué de la Présidence de la République.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

BTPH: la LF 2022 éclaircit la fiscalité appliquée aux groupements d'entreprises

La Loi de Finances 2022 (LF 2022) introduit des éclaircissements et des facilitations quant aux dispositions fiscales appliquées au secteur du BTPH, notamment en ce qui concerne les groupements d'entreprises, a indiqué samedi à Alger, le sous-directeur au sein de la direction générale des impôts (DGI), Hachemi Achouri.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Convention entre l'AADL et le CPA pour financer la réalisation de 15.000 logements

Une convention a été signée, samedi à Alger, entre l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL) et le Crédit populaire d'Algérie (CPA) pour le financement de la réalisation de 15.000 logements de type location-vente.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Cour des comptes: les Collectivités locales ne sont pas organisées pour assurer un meilleur suivi des dossiers contentieux

Les Collectivités locales ne sont pas organisées pour assurer un meilleur suivi des affaires contentieuses, estime la Cour des comptes dans son rapport annuel 2021, appelant les responsables locaux à renforcer leurs services par un encadrement spécialisé, permettant de prendre en charge convenablement les affaires portées en justice.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Examen d'un décret sur la mise en place de balise de positionnement à bord des navires

Un projet de décret exécutif portant sur la mise en place de balise de positionnement à bord des navires armés et équipés pour la pêche afin de sécuriser les pêcheurs en cas d'évènements pouvant survenir en mer, a été examiné, jeudi, par le gouvernement lors de sa réunion hebdomadaire, présidée par le Premier ministre, ministre des Finances, M. Aïmene Benabderrahmane.

[A partir de mardi: Débrayage annoncé aux impôts](#)

Les fonctionnaires des impôts ont décidé de radicaliser leur mouvement de protestation, à l'appel du Syndicat autonome des fonctionnaires des impôts (SAFI). En effet, dans un communiqué, le Syndicat autonome des fonctionnaires des impôts a annoncé avoir déposé un préavis de grève de trois jours à partir du 18 janvier, pour protester contre la non-satisfaction de ses revendications déjà exprimées lors d'une grève nationale, observée le 05 janvier dernier.



[RAPPORT DE CONJONCTURE DE LA BANQUE D'ALGÉRIE](#)

[Faibles flux des IDE vers l'Algérie](#)

Dans son plan de relance économique 2020-2024, le gouvernement reconnaît que l'investissement direct étranger en Algérie reste faible. Le flux des investissements directs étrangers (IDE) à destination de l'Algérie a reculé au cours du premier semestre 2021. Il a atteint 403 millions de dollars contre 504 millions de dollars à la même période de l'année précédente, relève la Banque d'Algérie dans son rapport de conjoncture sur les "Tendances monétaires et financières" au 1er semestre 2021.



L'ÉDITO

Rapport

Chargée de prendre en charge et d'apprécier la régularité et la transparence des comptes publics ainsi que l'usage qui en est fait, la Cour des comptes, inconnue du grand public, qui demeure une institution indépendante de toute pression d'où qu'elle vienne, a sorti son dernier rapport.



ENTREPRISES PRIVÉES DONT LES PATRONS SONT POURSUIVIS EN JUSTICE

Benabderrahmane réunit les administrateurs judiciaires

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a réuni la semaine dernière au Palais du gouvernement les administrateurs judiciaires désignés pour suivre l'activité des entreprises privées dont les patrons sont sous le coup de poursuites judiciaires et celles dont le sort a déjà été scellé.

À l'ordre du jour, la situation de toutes ces entreprises, particulièrement celles qui ont été nationalisées par décision de justice. Plusieurs ministres ont participé à cette rencontre, la première du genre. Pour rappel, jusque-là, les administrateurs rendaient régulièrement compte au ministre de la Justice.



RÉDUCTIONS SUR LES TARIFS D'ASSURANCE AUTOMOBILE

Les assureurs rappelés à l'ordre

L'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR) revient à la charge pour mettre en garde l'ensemble des assureurs activant sur le marché national contre les pratiques de dumping et de non-respect des seuils de réduction accordées sur les assurances automobiles. Dans une nouvelle note adressée aux présidents-directeurs généraux et aux directeurs généraux des compagnies pratiquant l'assurance automobile, l'UAR déplore ainsi que malgré une précédente note adressée aux assureurs par le secrétaire général du ministère des Finances, "des cas récents, graves et avérés" de transgression de l'accord limitant les réductions sur l'assurance automobile "ont été signalés" depuis début janvier 2022.



PROGRAMMES D'ÉQUIPEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Le constat accablant de la Cour des comptes La Cour des comptes a enregistré une faible consommation des crédits alloués à l'exécution des projets d'équipements publics locaux. Les contrôles menés par la Cour des comptes auprès des wilayas et des communes de Constantine, de Jijel, de Biskra, de Mila, de Khenchela, de Batna et de Sétif, font ressortir l'absence de rigueur dans la conception et la conduite des études de maturation et de maîtrise d'œuvre, ce qui explique, dans une large proportion, l'ampleur des projets en souffrance et la faiblesse avérée de la consommation des crédits mobilisés.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Faible maîtrise de la gestion des affaires contentieuses

De nombreuses collectivités locales font, de plus en plus, l'objet de condamnations pécuniaires en exécution de décisions de justice prononcées à leur encontre, en raison notamment de violations par les gestionnaires de ces collectivités des dispositions légales et réglementaires régissant les dépenses publiques. C'est ce que relève la Cour des comptes dans son rapport annuel 2021. "Au titre de son programme d'activités pour l'année 2019, la Cour des comptes s'est penchée, sur l'examen de la gestion du contentieux", indique le rapport.



LE NOUVEAU RÉGIME FISCAL FORTEMENT CON

La grève des avocats largement suivie

L'Union nationale des Ordres des avocats (UNOA) avait précédemment décidé, en fin de semaine dernière, d'engager une grève illimitée lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 8 janvier à Constantine.



ARGENT TRANSFÉRÉ ILLÉGALEMENT À L'ÉTRANGER

L'Algérie cherche à récupérer 4,5 milliards de dollars

Outre des hommes d'affaires, des personnalités politiques, dont d'anciens ministres, disposent de comptes bancaires et ont acheté des biens immobiliers, qui se chiffrent en millions d'euros, en Europe et au Moyen-Orient. L'Algérie cherche actuellement à récupérer quelque 4,5 milliards de dollars, transférés et placés sur des comptes bancaires à l'étranger par les anciens hommes d'affaires ayant gravité autour du pouvoir ces 20 dernières années. Cette importante somme a été déterminée à l'issue de plusieurs procès ayant marqué les premières années post Bouteflika.

MAÎTRE NASR-EDDINE LEZZAR.

Avocat d'affaires «Les 4,5 milliards ne sont qu'une petite portion du montant réel transféré»

On estime, actuellement, le montant des sommes détournées en Algérie et transférées à l'étranger à quelque 4,5 milliards de dollars. Des sources affirment que des Etats où se trouvent ces sommes ont bloqué des comptes d'Algériens condamnés définitivement, après avoir été saisis officiellement par la justice algérienne. Qu'en pensez-vous ?

Je suis déjà dubitatif et perplexe quant à la fiabilité de ce chiffre. Il ne faut pas se faire d'illusions, on ne dressera jamais l'inventaire de tout l'argent du peuple qui a été illicitement détourné ou gagné par des individus au détriment du Trésor public et qui a été transféré à l'étranger. Ce montant n'est, sans doute, qu'une petite portion du montant réel. Il ne couvre que les comptes ouverts dans des pays assez transparents en matière de secret bancaire.

CNESE

KHELLADI SIDI MOHAMED BOUCHNAK REMPLACE RÉDHA TIR

Le professeur Khelladi Sidi Mohamed Bouchnak a été installé, jeudi dernier, au poste de président du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), en remplacement du professeur Rédha Tir, a indiqué le Conseil. «Le directeur de cabinet à la présidence de la République, Abdelaziz Khellaf, a présidé, jeudi 13 janvier 2022, la cérémonie d'installation du nouveau président du Conseil national économique, social et environnemental, le Pr Khelladi Sidi Mohamed Bouchnak, en remplacement du professeur Rhéda Tir», lit-on dans un communiqué publié sur la page Facebook du Conseil.

PÉNURIE DE CERTAINS PRODUITS ALIMENTAIRES DE LARGE CONSOMMATION

Goudjil installe la commission d'enquête parlementaire

Cette commission «entamera son travail à partir du 16 janvier 2022 en se rendant dans les wilayas frontalières». Il s'agit notamment de Tébessa, Souk Ahras, El Tarf, Naâma, Tlemcen, Béchar, Adrar, Bordj Badji Mokhtar, Tamanrasset, In Guezzam, Ouargla, El Oued, Illizi et Djanet.

UNE ÉTUDE ONUSIENNE S'ATTEND À UNE CROISSANCE EN DÉCLIN POUR 2022 ET 2023

Des perspectives difficiles pour l'économie mondiale

Les séquelles de la Covid-19 continuent de limiter la cadence de reprise et d'exacerber la pauvreté et les inégalités dans différentes parties du monde.

Après deux années de pandémie de Covid-19, l'économie mondiale a encore du mal à se redresser. Une étude élaborée par l'Organisation des Nations unies sur les perspectives de l'économie mondiale (WESP) constate que «malgré un rebond en 2021, la reprise économique mondiale s'essouffle et les projections à deux ans laissent entrevoir de légers reculs avec des perspectives difficiles». Les séquelles de la Covid-19 continuent de limiter la cadence de reprise et d'exacerber la pauvreté et les inégalités dans différentes parties du monde.

CPA-AADL

Signature d'une convention pour la réalisation de 15 000 logements

L'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) et le Crédit populaire d'Algérie (CPA) ont signé, hier à Alger, une convention pour le financement d'un nouveau quota de 15 000 logements dans le cadre du programme location-vente (AADL). La convention a été signée par le directeur général de l'AADL, Fayçal Zitouni, le DG du CPA, Ali Kadri, la directrice générale de l'habitat au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Faiza Bendjama, et le DG de la CNL, Ahmed Belayat.

Conseil des ministres : Le Président Tebboune préside ce dimanche une réunion

Le président de la République, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune présidera, ce dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen du projet de loi portant découpage judiciaire et à des exposés relatifs à plusieurs secteurs, a indiqué, ce samedi, un communiqué de la Présidence de la République.

Direction générale des impôts : Des facilitations aux groupements d'entreprises

La loi de finances (LF) 2022 introduit des éclaircissements et des facilitations quant aux dispositions fiscales appliquées au secteur du BTPH, notamment en ce qui concerne les groupements d'entreprises, a indiqué à Alger, le sous-directeur au sein de la Direction générale des impôts (DGI) Hachemi Achouri.

Fiscalité appliquée aux groupements d'entreprises du BTPH : éclaircissements

La Loi de finances de 2022 (LF-2022) introduit des éclaircissements et des facilitations quant aux dispositions fiscales appliquées au secteur du BTPH, notamment en ce qui concerne les groupements d'entreprises, a indiqué, hier à Alger, le sous-directeur au sein de la Direction générale des impôts (DGI), Hachemi Achouri.

Résilience économique : Institutionnaliser l'évaluation des politiques publiques

L'économie algérienne dispose-t-elle des capacités de résilience permettant l'absorption des chocs externes, dont la persistance des impacts du coronavirus ? Le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane a affirmé que l'appareil a montré une «certaine résilience aux effets négatifs de cette conjoncture défavorable, suite aux mesures des pouvoirs publics en matière de préservation de l'activité économique, de rationalisation de la dépense publique, d'encadrement du commerce extérieur et d'internalisation du financement de l'économie».

Non -respect des mesures barrières

Le gouvernement décide de sévir (Communiqué intégral)

En application des instructions de Monsieur le Président de la République, Monsieur Abdelmadjid TEBBOUNE, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense Nationale et au terme des consultations avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) et l'autorité sanitaire, le Premier Ministre Monsieur Aïmene BENABDERRAHMANE a décidé des mesures à mettre en œuvre au titre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus (COVID-19).



Réunion du Gouvernement : Les secteurs de la Justice et de l'Intérieur focalisent les travaux

Les secteurs de la Justice et de l'Intérieur ont focalisé les travaux de la réunion du Gouvernement, présidée jeudi par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, indique un communiqué des services du Premier ministre dont voici le texte intégral :



Réunion du Gouvernement

Adaptation du cadre juridique aux nouvelles évolutions

La mise en conformité du cadre juridique avec les dispositions de la Constitution du 1^{er} novembre 2020, suit son cours. La réunion hebdomadaire du Gouvernement, présidée jeudi 13 janvier 2022, par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, au Palais du Gouvernement, a, notamment porté sur un avant-projet de Loi modifiant et complétant la loi n° 08-09 du 25 février 2008, portant code de procédure civile et administrative, pour prendre en charge les procédures applicables devant les Tribunaux Administratifs d'Appel, qui constituent le deuxième degré de juridiction en matière administrative après la généralisation du principe du double degré de juridiction.



Lancement d'un système de paiement panafricain (ZLECAf) Un exemple à suivre par «les pays nord-africains»

La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est entrée en activité le 1er janvier 2021 dans l'objectif de booster les échanges commerciaux entre les pays membres. Un an après, il est difficile d'établir un bilan en raison du contexte sanitaire et économique actuel, mais aussi à cause de l'absence de plans financier et infrastructurel permettant l'accès facile à ce bloc commercial.



Tensions budgétaires, processus inflationniste et détérioration du pouvoir d'achat

Quelques pistes de sorties

Comme dans tous les pays du monde, et cela n'est pas propre à l'Algérie, la pandémie de coronavirus a eu un impact négatif sur l'économie.

Comprendre le processus inflationniste implique de le relier aux équilibres macro-économiques et macro-sociaux selon une vision dynamique car dans toute économie, le système productif est caractérisé par la production de marchandises avec des effets cumulatifs.



Le pétrole termine la semaine à plus de 86 dollars

2022 : une année bénie pour l'Algérie?

Le scénario est tout à fait probable d'autant plus que l'on commence à évoquer un baril à 100 dollars. Inespéré. La réalité est cependant bien là. L'Algérie ne pouvait espérer un meilleur démarrage de l'année 2022, après avoir clôturé 2021 sur une amélioration notoire de ses indices macroéconomiques: la réduction significative de la réduction de son déficit budgétaire qu'elle traînait comme un boulet de canon depuis 2015, de la facture de ses importations qui siphonnait les caisses de l'argent public et servait de mamelle à la corruption à la délinquance en col blanc, la préservation de ses réserves en devises... font partie de ces «fondamentaux» qui attestent de sa résilience aux différentes crises, à la pandémie de Covid-19, notamment qui a ébranlé les économies de l'ensemble des pays de la planète.

Financement des 15.000 logements AADL

La convention CNL-CPA signée

Contenues dans la loi des finance 2022, qui consacre de nouvelles mesures, celles-ci sont à même d'alléger la pression sur le Trésor public et le budget de l'Etat.

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a confirmé, hier, le projet de reconversion de la Caisse nationale du logement, CNL. Cette dernière sera vouée à un rôle d'avant-garde dans le secteur de l'habitat, conformément aux nouvelles orientations économiques du pays. Contenues dans la loi des finances 2022, qui consacre de nouvelles mesures, celles-ci sont à même d'atténuer la pression sur le Trésor public et le budget de l'Etat.



وزارة المالية تشرع في إعداد قانون المالية التكميلي

مراجعة الرّقم الاستدلالي ولا زيادة في أجور إطارات الدولة

شرعت مصالح وزارة المالية في إعداد مشروع قانون المالية التكميلي، وذلك استعدادا لتطبيق مراجعة النقطة الاستدلالية من خلال إعادة النظر في الرقم الاستدلالي للوظائف، التي من شأنها أن تخلف زيادة في أجور مستخدمي الوظيف العمومي بداية السداسي الثاني، عدا فئة الموظفين السامين والإطارات العليا في الدولة.



إنذار أخير للمتعاملين والشروع في معاقبة المخالفين لبروتوكول التخفيضات

4500مليار.. تعويضات ضحايا الحوادث المحتجرة لدى شركات التأمين!

أبلغ الإتحاد الجزائري لشركات التأمين وإعادة التأمين وزارة المالية بتسجيل تجاوزات غير مسبوقه للبروتوكول متعّد الأطراف المنظم لعمليات البيع بالتخفيض لفرع التأمين عن السيارات، وأكد أن مخالفات ضخمة ارتكبتها عدد من المتعاملين

مطلع جانفي الجاري، ويأتي ذلك في وقت تحتجز شركات التأمين ما يصل 4500 مليار سنتيم من تعويضات 1.6 مليون زبون، بسبب نقص السيولة المالية جراء حالة الإغراق والتجاوزات التي تشهدها السوق.



الوزارة الأولى: "تكرار سيناريو الموجة الثالثة من كوفيد وارد"

أعلنت الوزارة الأولى، السبت، عن تمديد النظام الحالي للوقاية من إنتشار كوفيد-19، عبر كامل التراب الوطني.

وجاء في بيان لذات المصالح بأن التمديد، ستكون مدته 10 أيام، انطلاقا من السبت 15 جانفي 2022. وأضاف البيان بأن الإجراء يأتي "بالنظر إلى الوضع الوبائي، حيث يتم تمديد العمل بالجهاز الحالي للحماية والوقاية لمدة 10 أيام"



400مليار خسرتها الدولة بسبب خروقات الأمرين بالصرف!

تحقيقات في 5 ولايات غربية تكشف حجم التعويضات التي نالها خواص بعد نزاعات ضد الدولة

أكثر من 9 آلاف و 600 قضية أحصتها المحاكم خلال 3 سنوات. القضايا تتعلق أساسا بنزع الملكية ومنازعات تخصّ العمل

أمام الأحكام القضائية الصادرة ضد الجماعات المحلية المتضمنة إدانات مالية معتبرة، والنقائص التي ميزت تسيير هذه القضايا، أولت وزارة الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية، اهتماما خاصا لإجراءات المتابعة ولكيفيات التكفل بهذه القضايا، وكذا لتقوية تمثيل الدولة أمام العدالة.

SOULAGEMENT POUR LES RETARDATAIRES ET LES RECOURS

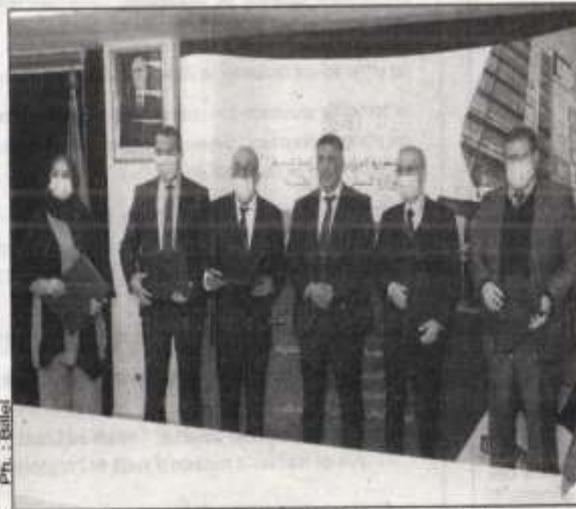
LE CPA FINANCERA 15.000 LOGEMENTS AADL

Une convention a été signée, hier à Alger, entre l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL), et le Crédit populaire d'Algérie (CPA), pour le financement de la réalisation de 15.000 logements de type location-vente.

La convention a été signée par le directeur général de l'AADL, Fayçal Zitouni, le DG du CPA, Ali Kadri, la directrice générale de l'Habitat au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Faiza Bendjama, et le DG de la CNL, Ahmed Belayat.

La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du ministre du secteur, Mohamed Tarek Belaribi, et du SG du ministère des Finances, Kessali Brahim.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la cérémonie de signature, M. Belaribi a fait savoir que cette convention permettra de financer les projets de logements destinés aux souscripteurs titulaires de recours dont les dossiers ont été acceptés après examen, et aux retardataires dans le paiement des premières tranches ou dont les dossiers sont incomplets. La loi de finances 2022 prévoit des financements pour la réalisation de 15.000 logements de type location-vente destinés aux retardataires, a poursuivi le ministre. Selon M. Be-



Les travaux de construction seront lancés dans les plus brefs délais.

laribi, cette démarche consacre «la volonté de l'Etat de poursuivre son rôle social dans le secteur de l'Habitat». Après la signature de cette convention, le secteur devra entamer les démarches de mise en œuvre de la réalisation des projets en commençant à choisir les entreprises de réalisation, a poursuivi le

ministre, soulignant que «des travaux de construction seront lancés dans les plus brefs délais».

Concernant l'état d'avancement du programme de logements de type location-vente, le ministre a affirmé qu'il sera achevé durant l'année 2022 dans plusieurs wilayas du pays.

Reconversion de la CNL en une institution financière

Par ailleurs, le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a entamé l'élaboration des textes juridiques nécessaires pour la reconversion de la Caisse nationale du logement (CNL) en une institution financière spécialisée dans le financement des projets de logements, a affirmé Mohamed Tarek Belaribi.

L'annonce a été faite à l'occasion de la cérémonie de signature d'une convention de financement entre l'AADL et le CPA.

«Nous sommes aujourd'hui dans l'un des sièges de la CNL qui sera reconvertie en une institution financière pour un meilleur financement des logements», a déclaré M. Belaribi. L'opération de reconversion de la CNL en une institution financière est la meilleure méthode pour le financement des projets de logements, a affirmé le ministre.

Synthèse R. N.

LA CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE HIER

Lancement du programme de 15 000 logements AADL

Comme annoncé la semaine dernière, une convention portant sur le financement d'un nouveau quota de 15 000 logements dans le cadre du programme location-vente a été signée, hier samedi, entre l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) et le Crédit populaire d'Algérie (CPA).

Massiva Zehraoui - Alger (Le Soir) - La cérémonie s'est déroulée sous la supervision du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, au siège de la Caisse nationale du logement (CNL). Celui-ci a précisé, lors d'une conférence de presse, que : «Ce quota supplémentaire permettra de satisfaire les besoins de tous les souscripteurs, particulièrement les retardataires et ceux qui ont fait des recours.»

Il rappelle que la signature de cette convention intervient 15 jours après la ratification de la loi de finances 2022. Il déclare dans ce registre qu'après la signature de cet accord, l'ultime défi à relever



sera «la construction et surtout le choix des entreprises qui réaliseront ce projet d'envergure». C'est pourquoi, il est nécessaire, d'après lui, de ne plus perdre de temps pour terminer ces logements dans un délai plus ou moins court. La réalisation de ce quota de logements vise également à «classer le dossier de l'AADL-2», relève-t-il, et ce, explique Mohamed Tarek Belaribi, à travers la régularisation des souscripteurs qui sont en retard dans le paiement de la première tranche, ainsi que ceux dont le traitement du dos-

sier a connu certains problèmes.

Il promet à ce titre de mobiliser tous les moyens afin «d'achever au plus vite, la réalisation de ce programme». Il soutient à ce titre que la préservation de la formule sociale dans le financement des logements «entre dans la feuille de route du président de la République qui a réitéré à maintes reprises sa volonté d'aider les citoyens de la classe moyenne à devenir propriétaires». Il a, par ailleurs, assuré que «l'année 2022 sera celle qui permettra à cette

frange de la population d'être propriétaire après le versement de la totalité du prix du logement, tout en bénéficiant d'une réduction de 10 % de sa valeur». M. Belaribi a, dans ce registre, rappelé que plusieurs wilayas ont régularisé la situation concernant les actes de propriété et des équipements publics, en application de l'instruction ministérielle conjointe. «Les walis ont d'ailleurs été instruits d'accélérer l'application de ces décisions, pour que tous les citoyens obtiennent enfin leurs actes», a-t-il fait savoir.

Dans ce sillage, l'accord a également été signé par le directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement, Adel Faisal Zitouni, le directeur général du Crédit populaire d'Algérie (CPA), Ali Kadri, et le secrétaire général du ministère des Finances. Le directeur de la Caisse nationale du logement (CNL) Ahmed Belayat ainsi que la DG relevant du ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme Benjamaa Fayza y ont également apposé leur signature, lors de la cérémonie.

M. Z.

RÉALISATION DE 15.000 LOGEMENTS

Convention entre l'AADL et le CPA pour le financement

Une convention a été signée, hier samedi à Alger, entre l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL) et le Crédit populaire d'Algérie (CPA) pour le financement de la réalisation de 15.000 logements de type location-vente. La convention a été signée par le directeur général de l'AADL, Fayçal Zitouni, le DG du CPA, Ali Kadri, la directrice générale de l'habitat au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Faïza Bendjama et le DG de la CNL, Ahmed Belayat. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du ministre du secteur, Mohamed-Tarek Belaribi et du SG du minis-

tère des Finances, Kessali Brahim. Dans une déclaration à la presse à l'issue de la cérémonie de signature, Belaribi a fait savoir que cette convention permettra de financer les projets de logements destinés aux souscripteurs titulaires de recours dont les dossiers ont été acceptés après examen, et aux retardataires dans le paiement des premières tranches ou dont les dossiers sont incomplets. La loi de finances 2022 prévoit des financements pour la réalisation de 15.000 logements de type location-vente destinés aux retardataires, a poursuivi le ministre. Selon Belaribi, cette démarche consacre "la volonté de l'État

de poursuivre son rôle social dans le secteur de l'Habitat". Après la signature de cette convention, le secteur "devra entamer les démarches de mise en œuvre de la réalisation des projets en commençant par choisir les entreprises de réalisation", a poursuivi le ministre, soulignant que "les travaux de construction seront lancés dans les plus brefs délais". Concernant l'état d'avancement du programme de logements de type location-vente, le ministre a affirmé qu'il sera achevé durant l'année 2022 dans plusieurs wilayas du pays.

R. N.

RECONVERSION DE LA CNL EN
INSTITUTION FINANCIÈRE

Préparation des textes juridiques

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a entamé l'élaboration des textes juridiques nécessaires pour la reconversion de la Caisse nationale du logement (CNL) en une institution financière spécialisée dans le financement des projets de logements, a affirmé le ministre du secteur, Mohamed Tarek Belaribi.

L'annonce a été faite lors de l'allocution de Belaribi à l'occasion de la cérémonie de signature d'une convention de financement entre l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) et le Crédit populaire d'Algérie (CPA), tenue au siège de la CNL. *"Nous sommes aujourd'hui dans l'un des sièges de la CNL qui sera reconvertie en une institution financière pour un meilleur financement des logements"*, a déclaré Belaribi. L'opération de reconversion de la CNL en une institution financière est la *"meilleure méthode pour le financement des projets de logements"*, a affirmé le ministre.

SECTEUR DU BTPH

Des facilitations fiscales introduites par la LF 2022

La Loi de Finances 2022 (LF 2022) introduit des éclaircissements et des facilitations quant aux dispositions fiscales appliquées au secteur du BTPH, notamment en ce qui concerne les groupements d'entreprises, a indiqué le sous-directeur au sein de la Direction générale des impôts (DGI), Hachemi Achouri.

Lors d'une journée d'information sur les nouvelles dispositions de la LF 2022 dans le secteur BTPH organisée par la Caisse nationale du logement (CNL), M. Achouri a fait savoir que l'une des dispositions fiscales appliquées au secteur implique l'exclusion du champ d'application de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) des groupements de sociétés régies par le code du commerce.

De plus, il a été procédé à la révision de la territorialité de l'IBS. Le régime des groupes de sociétés introduit l'application d'un taux d'IBS spécifique en cas d'exercice de plusieurs activités relevant de taux différents d'IBS, souligne M. Achouri.

La LF 2022 introduit par ailleurs de nouvelles obligations fiscales incombant au groupement d'entreprises, notamment en ce qui concerne les contrats de travaux, de fournitures ou de services conclus par le groupement.

Dans le cadre du soutien à l'investissement et à la production nationale, la LF 2022 institue au profit des entreprises, notamment celles du BTPH, un taux réduit en matière d'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) au titre des bénéfices réinvestis.



Ce taux réduit, fixé à 10 %, est applicable aux bénéfices réalisés par l'entreprise de production intervenant au cours de l'exercice du bénéfice en question.

Dans le cadre des réformes du système fiscal, la LF 2022 inclut les revenus fonciers annuels dépassant 600.000 dinars (DZD) dans l'assiette de l'IRG. Ces revenus sont soumis à une imposition provisoire au taux de 7%.

Les loyers bruts annuels dont le montant est inférieur ou égal à 600.000 DZD sont soumis à une imposition libératoire.

La loi octroie une réduction d'impôt de 50 % au titre des cessions de logements collectifs constituant l'unique propriété et l'habitation principale.

Dans le cadre de l'élargissement de l'assiette et la mobilisation des ressources fiscales, la loi prévoit aussi la simplification du mode de détermination du montant de la taxe foncière (propriétés bâties et non bâties) ainsi que la mise en place d'un système de télé-déclaration au titre de la taxe foncière pour les personnes exerçant une activité soumise au régime du réel d'imposition. La loi institue un dispositif de mise en conformité et d'inclusion fiscale pour les personnes non identifiées auprès des services fiscaux qui exercent des activités d'achat-revente, de production, de travaux ou de services non déclarés.

Pour bénéficier de ce dispositif, les concernés doivent se pré-

senter spontanément auprès des services fiscaux avant le 31 décembre 2022.

En outre, la loi assimile désormais les transactions de toute nature, réalisées par des particuliers à but lucratif et de manière habituelle et répétitive, à un acte de commerce.

Le mode d'enregistrement des actes notariés introduit le numéro d'identification national unique (NIN) qui doit figurer sur les actes notariés et extrajudiciaires.

De plus, le notaire est désormais dans l'obligation de vérifier l'identité et l'état civil des parties contractantes.

Pour les logements de type location-vente, la loi autorise le Trésor public à prendre en charge les intérêts pendant la période de différé et la bonification du taux d'intérêt des prêts accordés par les banques publiques à hauteur de 100 %, et ce, dans le cadre de la réalisation d'une tranche additionnelle de logements de type location-vente de 15.000 logements au titre de 2021.

La loi de finance 2022 clôt le compte d'affectation spécial (CAS) n302-050 intitulé «fonds national du logement» et le transfert de son solde au compte de résultats du Trésor.

Hamid B.

مجلس المحاسبة ينهمم بخرق احكام وقواعد الإنفاق العمومي مسيرون محليون وراء ضياع 3 آلاف مليار

شاملة ومحدثة، ويخصوص التسوية الودية للمنازعات كونها تدبيرا وقائيا للمنازعات القضائية لا يتم اعتمادها إلا بشكل استثنائي، مشيرا إلى أن أغلب الجماعات المحلية التي شملتها الرقابة، اختارت إبرام اتفاقيات مع عدة محامين من أجل تمثيلها أمام الجهات القضائية في غياب الأليات العملية المنظمة لعلاقتها معهم. في مقابل ذلك، أبرز المجلس أن تنفيذ الأحكام القضائية الصادرة لصالح الجماعات المحلية تتميز بالتباطؤ غير المبرر ولا تخضع للإجراءات المحددة عن طريق القانون.

ودعا مجلس المحاسبة إلى حث الجماعات المحلية لتفضيل الحل الودي للمنازعات واعتمداها في بنود جميع دفاتر الشروط والتفعيل الحقيقي للجان الولائية المحدثة لهذا الغرض. وشددت الهيئة ذاتها على التقيد بالإجراءات القانونية المتعلقة بتنفيذ النفقات العمومية ووضع حد للتكفل بالنفقات دون توفر الاعتمادات والامتثال لإجراءات الرقابة القبلية للنفقات التي يلتزم بها. أحمد ح



مبنى مجلس المحاسبة

ترمي إلى تعزيز تنظيم المصالح المكلفة بالمنازعات من أجل الدفاع الأحسن عن مصالح الجماعات المحلية وتفضيل التسوية الودية للمنازعات كما يتم تنفيذها بشكل صارم من طرف المسؤولين المحليين.

غياب نظام معلومات وموظفين أكفاء

وأضاف التقرير أن الجماعات المحلية لا تتوفر على موظفين أكفاء ومؤهلين وليست لديها إجراءات كتابية، كما أنها لم تقم بإنشاء نظام معلومات خاص بتسيير قضايا المنازعات الذي يسمح بالحصول على معلومات

بمعدل 2416 قضية في السنة بسبب خسر مسيري هذه الجماعات الأحكام القانونية والتنظيمية التي تسري على النفقات العمومية. واعتبرت الهيئة أن الجماعات المحلية ليست منظمة بالشكل الكافي لضمان متابعة جيدة لقضايا المنازعات، مما يتوجب، حسبها، تدعيم الجماعات المحلية بالكفاءات المختصة من أجل التكفل الأمثل بالقضايا المرفوعة أمام القضاء. ولقت التقرير الدوري لعام 2021 الصادر مؤخرا إلى أن الإجراءات الموصى بها من طرف وزارة الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية والتي

كشفت أحدث تقرير لمجلس المحاسبة صادر نهاية 2021 أن الجماعات المحلية أضحت موضوع إدانات مالية تنفيذية لأحكام قضائية صدرت ضدها بسبب خسر مسيري هذه الجماعات الأحكام القانونية والتنظيمية التي تسري على النفقات العمومية.

وجاء في تقرير مجلس المحاسبة لسنة المنقضية أن عددا هاما من القرارات الصادرة ضد الولايات والبلديات في إطار هذه القضايا (الإدانات المالية) تتضمن تعويضات مالية هامة لفائدة الخواص. خلال الفترة الممتدة ما بين 2016 إلى 2019 تكشف الأرقام أن ما مجموعه 3,934 مليار دج منه مبلغ 3,018 مليار دج أي ما يمثل 77 بالمائة من الإدانات هي مرتبطة بالقضايا المتعلقة بتنفيذ الطلبية العمومية. وذكر المجلس أن الإحصائيات المتعلقة بقضايا المنازعات على مستوى الجماعات المحلية المعنية توضح أن عدد القضايا المودعة أمام الهيئات القضائية، سواء أكانت ذات صبغة عادية أو إدارية خلال الفترة من 2016 إلى 2019، وصل إلى 9666 قضية، أي

أصحاب الجبة السوداء يهجرون المحاكم بسبب الضريبة

"عناد" بين المحامين والحكومة.. والمواطن في حيرة!

إليه على أنه إجراء يصب في مصلحة المواطن والمناقضي، مستنداً بأن الزيادات في الضريبة على المحامين 35 في المائة كرمس على الدخل، إضافة إلى 19 بالمائة ضريبة على القيمة المضافة تؤدي تلقائياً إلى مضاعفة ورفع المحامين لقيمة أتعابهم ومستحقاتهم.

وكانت لجنة الشؤون المالية والميزانية قد رفضت التعديلات المقترحة المتعلقة بتغيير نظام تسديد الضريبة من نظام التصريح إلى نظام الاقسطاع من المصدر، أي تسديد ضريبة دفعة عن كل قضية تسجل. ووردت اللجنة موقفاً، يومها، كما ورد في التقرير التكميلي لمشروع قانون المالية لسنة 2022، بأن "النظام الجبائي الجزائي هو تضريحي، بينما يعد النظام المقترح من قبل المحامين إجراء استثنائي الهدف منه تسهيل الإجراءات وليس وسيلة لإرساء العدالة في توزيع العبء الجبائي".

م. ه. عثمان

تظر المضربين، وزارة المالية والمديرية العامة للمضرائب، على أساس أنهما رفضتا الحوار والتفاوض مع الاتحاد حول مسألة إخراج طلبات هذا الأخير المتعلقة باعتماد نموذج اقتطاع الضريبة من المصدر في قانون المالية التكميلي المرتقب بعد شهر قليلة.

وكان النقيب الوطني للمحامين، طابري إبراهيم، قد أفاد في تصريح سابق لـ "الخبر" بأن مجلس الاتحاد سيعضي في تنفيذ الإضراب المصنوح مهما كانت عواقبه، ولا يتم تعليقه إلا بتحقيق الشروط، وهي وفق المصدر نفسه، عقد جولات تفاوض مع وزارة المالية ووزارة العدل أو تدخل رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، من أجل دفع القطاعات الوزارية الشريكة للإلحاح للمطالب المشروعة للمحامين وإدراجها في قانون المالية التكميلي.

ولا يرى النقيب الإضراب المقنن سبباً في تعطيل مصالح المناقضين وإنما ينظر

محاسيمهم أو الانتظار حتى ينتهي الإضراب وتعود هيئة الدفاع إلى قاعة الجلسات. وهنا يقول محدثونا إن الكثير من الموقوفين يفضلون المحاكمة على انتظار عودة المحامين، فيما يتمسك آخرون بحضور دفاعهم.

ويستثني الإضراب كذلك القضايا المرتبطة بأجال الاستئناف والطقون، حيث يمكن للمحامين الذهاب إلى الشيايك وإجراء المساعي المتعلقة بالأجال القانونية دون غيرها، حتى لا يتسببون في ضياع حقوق موكلهم الذين لا يمكنهم التنقل للقيام بهذه المساعي. علماً أن منكرات الطعن بالنقض أمام المحكمة العليا تستدعي محامياً ولا يمكن للمناقضي أو لكاتب عمومي أن يحورها بغيره.

ويتحمل مسؤولية هذا الانسداد وما يتبعه من تداعيات وأثر عملية على مسار القضايا المطروحة أمام الجهات القضائية، من تأجيل وتأخر في الفصل في

الوطني للمحامين، وكذا يسبب تماطل وزارة المالية والمديرية العامة للمضرائب في التفاوض حول عملية الانتقال إلى نموذج اقتطاع الضريبة من المصدر للمحامين في شكل دفعة عن كل قضية بدل الاستمرار في النظام التصريحي.

وتابع المصدر أن المندوبين على مستوى المحاكم والمجالس القضائية استعدوا جداول مناوبة خاصة، تتضمن أسماء المحامين الذين يتكفلون بحضور الجلسات والسهر على إنابة الزملاء أثناء الجلسات، ثم طلب تأجيلها من رؤساء الجلسات وتبرير ذلك بتواجدهم في إضراب مفتوح لم يعدد بعدد معينة.

ولتسهيل عملية التأجيل، عمل قضاة ورؤساء جلسات في بعض المحاكم والمجالس، وفق المصادر نفسها، على تأجيل القضايا التي يتأسس فيها محامون بطريقة تلقائية، باستثناء قضايا الموقوفين الذين يتم منحهم الفرصة في اختيار ما إذا يريدون محاكمتهم دون

تجاوب عموم المحامين مع دعوة الاتحاد الوطني لمنظمات المحامين إلى إضراب شامل ومفتوح ابتداء من يوم الخميس الماضي حيث بلغت نسبة الاستجابة 100 بالمائة، حسب ما ذكرت مصادر من هذا التكتل النقابي لـ "الخبر"، وحسب ما بيته واقع المحاكم والمجالس القضائية التي شهدت غياباً كلياً لأصحاب الجبة السوداء، باستثناء واحد أو اثنين في كل محكمة أوكلت لهم مهمة إنابة المبرحة أيام الإضراب، وبإستثناء المحامين الذين لديهم ملفات مرتبطة بأجال الاستئناف والطقون.

ذكرت مصادر من الاتحاد، في اتصال هاتفي مع "الخبر"، أمس، أن كل المحامين وكل منظمات النواحي على المستوى الوطني استجابوا لدعوة الاتحاد الوطني إلى شن إضراب مفتوح على خلفية زيادات في الضريبة بلغت 54 بالمائة، حسب تصريح سابق للنقيب

في انتظار تحويل صندوق السكن إلى بنك

اتفاقية بين "عدل" والقرض الشعبي لتمويل 15 ألف سكن

البيع بالإيجار موجهة لهذه الفئة المتأخرة، في تأكيد على مواصلة الدولة دورها الاجتماعي في قطاع السكن.

وقال بلعربي إن وزارته ستشرع بعد التوقيع على هذه الاتفاقية في الخطوات التنفيذية لإنجاز هذه المشاريع، بدءا باختيار مؤسسات الإنجاز، لإتمام عملية البناء في أقرب وقت.

وأكد بخصوص برنامج السكن بصيغة البيع بالإيجار، أن الانتهاء منه سيكون خلال العام الجاري في العديد من ولايات الوطن.

وكشف بلعربي من جهة أخرى عن الشروع في إعداد النصوص القانونية اللازمة لتحويل الصندوق الوطني للسكن إلى هيئة مالية متخصصة في تمويل المشاريع السكنية.

وقال إن الصندوق الوطني للسكن بمجرد تحويله إلى بنك للسكن سيكون قادرا على تمويل المشاريع السكنية بشكل أفضل، بقناعة أن تحويل الصندوق إلى بنك يعد أفضل طريقة لتمويل المشاريع السكنية.

س. ت

وقعت الوكالة الوطنية لتحسين السكن وتطويره "عدل"، أمس، اتفاقية مع القرض الشعبي الجزائري، لتمويل إنجاز 15 ألف وحدة سكنية بصيغة البيع بالإيجار. ووقع الاتفاقية كل من المدير العام للوكالة، فيصل زيتوني والمدير العام للقرض الشعبي الجزائري، علي قادري، إضافة إلى المدير العام للسكن بوزارة السكن والعمران والمدينة، فايزة بن جامعة والمدير العام للصندوق الوطني للسكن، أحمد بلعياد.

وجرت مراسم التوقيع بحضور كل من وزير القسطاع محمد طازق بلعربي والأمين العام لوزارة المالية، إبراهيم كسالي.

وأوضح الوزير بلعربي، أن الاتفاقية ستسمح بتمويل المشاريع السكنية الموجهة للمكثبين أصحاب الطعون الذين قبلت ملفاتهم بعد دراستها، وكذا المكثبين الذين تأخروا عن تسديد الأقساط الأولى أو كان لديهم إشكال في ملفاتهم. وأضاف، أن قانون المالية لسنة 2022 ادرج ضمن ميزانيته تمويلات لإنجاز 15 ألف وحدة سكنية بصيغة

تنديدا بعدم استجابة الوصاية لمطالبها المرفوعة عمال الضرائب في اضراب لثلاثة ايام بداية من 18 جانفي

■ لموظفي الضرائب "صافي" بكل من المديرية العامة للضرائب ومطابقها الإداري بمقر المديرية العامة للضرائب يوم 13 ديسمبر 2020، وكذا بناءً على اللقاء الذي جمع ممثلي النقابة بكل من وزير المالية والأمين العام للوزارة والمديرية العامة للضرائب يوم 16 ديسمبر 2020.

وبناءً على محضر الاجتماع المؤرخ في 16 ديسمبر 2020، والممضي من طرف الإدارة، ممثلة في المديرية العامة للضرائب ومدير الإدارة والوسائل والمالية، والشريك الاجتماعي المتمثل في الأمين العام الوطني للنقابة "صافي"، والذي تم من خلاله الاتفاق على التكفل الجدي بالمطالب المرفوعة.

ولعدم تحرك الوصايا باتجاه تمكين موظفي الضرائب من مطالبهم، وتبعاً لبيان نقابة "صافي" الصادر بتاريخ 17 أفريل 2021 المتضمن تأجيل الإضراب الوطني الذي مدته 3 أيام، والرجوع إليه في حالة التأخر في تطبيق محتوى المحضر في الأجل المتفق عليها، كانت النقابة قد بادرت بحسب نبض الجهات المسؤولة بالدخول في إضراب لمدة يوم بتاريخ 05 جانفي 2022، والذي استجاب له أغلب موظفو القطاع، رغم الضغوطات الإدارية التي مارسها بعض المديرين وبعض المديرين الفرعيين، توجّهت النقابة نحو تمديد مدة الإضراب مع احتمالية التصعيد في حال تواصل الموقف السلبي للجهات الوصية من انشغالات موظفي الضرائب البالغ عددهم حوالي 23 ألف مستخدم.

■ ح.ن

■ من المقرر ان تدخل النقابة المستقلة لموظفي الضرائب "صافي" - S.A.F.I، في حركة احتجاجية، بداية من الثلاثاء المقبل لمدة ثلاثة ايام، كرد فعل على عدم تكفل الهيئات الوصية بمطالبها المرفوعة في خصم الحركات الاحتجاجية السابقة.

وبهذا الخصوص رفع التنظيم النقابي إشعاراً بالإضراب إلى المديرية العامة للضرائب، مع توجيه نسخ منه إلى كل من رئيس الجمهورية، الوزير الأول، وزير المالية، وزير العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي.

وحسب نسخة الإشعار بالإضراب الذي اعلنت عنه النقابة، فالإضراب الوطني عن العمل سيكون لمدة ثلاثة ايام ابتداء من الثلاثاء 18 جانفي 2022 إلى غاية الـ 20 من الشهر ذاته.

وتتضمن اللائحة المطالبة لموظفي الضرائب خمسة انشغالات، يتقدمها ضرورة مراجعة وإعادة النظر في القانون الأساسي والنظام التعويضي، المطالبة بضمان الحماية ومنحهم صفة الضبطية القضائية، توفير الوسائل وتحسين ظروف العمل، التكوين في كل مراحلها لكل العمال من دون استثناء، خاصة الموظفين الجدد، وأخيراً تطبيق الوعود المقدمة من طرف الوزارة الوصية التي دفعتهم لتأجيل الإضراب عدة مرات.

هذا سبب الحركة

الاحتجاجية

وجاء إقرار الحركة الاحتجاجية على خلفية ما انتهى إليه اللقاء الذي جمع ممثلي النقابة المستقلة

لضمان متابعة جيدة لملفات المنازعات، مجلس المحاسبة،

الجماعات المحلية ليست منظمة بالشكل الكافي

كما أنها لم تقم بإنشاء نظام معلومات خاص بتسيير قضايا المنازعات الذي يسمح بالحصول على معلومات شاملة ومحدثة. كما أبرز التقرير أن إجراءات التسوية الودية للخلافات، بصفتها تدييرا وقائيا للمنازعات القضائية، «لا يتم اعتماده إلا بشكل استثنائي» مشيرا إلى أن أغلب الجماعات المحلية التي شملتها الرقابة اختارت إبرام اتفاقيات مع عدة محامين من أجل تمثيلها أمام الجهات القضائية في غياب الآليات العملية المنظمة لعلاقتها معهم.

من جهة أخرى، تبين، حسب التقرير، أن تنفيذ الأحكام القضائية الصادرة لصالح الجماعات المحلية «تتميز بالتباطؤ غير المبرر ولا تخضع للإجراءات المحددة عن طريق القانون». ولهذا الأسباب، دعا مجلس المحاسبة إلى حث الجماعات المحلية لتفضيل الحل الودي للمنازعات، لاسيما من خلال ادراج ذلك، بصفة الية، في بنود جميع دفاتر الشروط، والتفعيل الحقيقي للجان الولائية المحدثة لهذا الغرض.

كما طالب بالتقيد بالإجراءات القانونية المتعلقة بتنفيذ النفقات العمومية، ووضع حد للتكفل بالنفقات دون توفر الاعتمادات والامتنال لإجراءات الرقابة القبلية للنفقات التي يلتزم بها.

فالإدانات المالية الصادرة خلال الفترة من 2016 إلى 2019 بلغت ما مجموعه 934,3 مليار دج منه مبلغ 018,3 مليار دج، أي ما يمثل 77 بالمائة من الإدانات، هي مرتبطة بالقضايا المتعلقة بتنفيذ الطلبية العمومية. ومن خلال التقييم الذي أجراه مجلس المحاسبة، لوحظ «ضعف التحكم في تسيير قضايا المنازعات من طرف الهيئات المسؤولة بالرقابة» حسب التقرير الذي أضاف بأن الإجراءات الموصى بها من طرف وزارة الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية والتي ترمي إلى تعزيز تنظيم المصالح المكلفة بالمنازعات من أجل الدفاع الأحسن عن مصالح الجماعات المحلية وتفضيل التسوية الودية للمنازعات، «لم يتم تنفيذها بشكل صارم من طرف المسؤولين المحليين». كما لفت التقرير إلى أنه بالرغم من التطور الملاحظ في حجم قضايا المنازعات وتعقيدها القانوني والعواقب السلبية للإدانات المالية التي تمس مصداقية الجماعات المحلية، إلا أن هذه الأخيرة «ليست منظمة بشكل كافي وغير مدعمة بالأدوات اللازمة» لضمان متابعة جيدة لملفات المنازعات. وأضاف أن الجماعات المحلية «لا تتوفر على موظفين أكفاء ومؤهلين، وليس لديها إجراءات كتابية،

اعتبر مجلس المحاسبة في تقريره السنوي لعام 2021 أن الجماعات المحلية ليست منظمة بالشكل الكافي لضمان متابعة جيدة لقضايا المنازعات، داعيا المسؤولين المحليين إلى تدعيم مصالحتها بالكفاءات المختصة، من أجل التكفل الأمثل بالقضايا المرفوعة أمام القضاء. وأوضح التقرير أن مجلس المحاسبة قام، بعنوان برنامج نشاطه لسنة 2019، بتقييم لتسيير قضايا المنازعات بعد أن لاحظ أن العديد من الجماعات المحلية أصبحت «أكثر فأكثر» موضوع إدانات مالية تنفيذيا لأحكام قضائية صادرة ضدها، لاسيما بسبب خرق مسيري هذه الجماعات للأحكام القانونية والتنظيمية التي تسري على النفقات العمومية.

وكشفت الإحصائيات المتعلقة بقضايا المنازعات على مستوى الجماعات المحلية المعنية، أن عدد القضايا المودعة أمام الهيئات القضائية سواء كانت ذات صبغة عادية أو إدارية، خلال الفترة من 2016 إلى 2019 وصل إلى 9666 قضية أي بمعدل 2416 قضية في السنة، حسب التقرير. وأوضح مجلس المحاسبة أن عددا هاما من القرارات الصادرة ضد الولايات والبلديات، في إطار هذه القضايا، تتضمن تعويضات مالية هامة لفائدة الخواص.

اجتماع الحكومة يدرس ملفات هامة وحيوية في عدة قطاعات تعزيز صلاحيات الولاية لتنفيذ برامج ومشاريع التنمية

- تحسين فعالية عمل الجهاز التنفيذي والتكفل باحتياجات السكان
- التكفل بالإجراءات المطبقة أمام المحاكم الإدارية للاستئناف
- عصنة ممارسات الصيد البحري وتأمين الصيادين في البحر
- تطوير العقار الوظيفي لدعم التماسك الاجتماعي والنشاط الاقتصادي

تصدر قطاعا العدالة والداخلية، جدول أعمال اجتماع الحكومة المنعقد أول أمس، برئاسة الوزير الأول، وزير المالية أيمن بن عبد الرحمان، حيث قدم مشروعا تمهيديا لقانون الإجراءات المدنية والإدارية وتكييفه مع التطورات التي يشهدها الاقتصاد الوطني، فضلا عن مشروع مرسوم تنفيذي محدد لكيفيات تنفيذ صلاحيات الوالي المتعلقة بتنشيط ومراقبة المصالح غير المركزية للدولة المكلفة بمختلف قطاعات النشاط في الولاية.

س.س



ويتعلق الأمر بتركيب نظام مراقبة أساطيل الصيد البحري: "نظام مراقبة السفن VMS"، ويهدف إلى حماية الموارد الصيدية والحفاظ عليها. وسيكون هذا النظام إجباريا بالنسبة لبعض فئات سفن الصيد البحري. وفي مجال الشؤون الدينية والأوقاف، تم تقديم عرض حول العقار الوظيفي وأفاق تطويره وترقيته في إطار مساهمته في التماسك الاجتماعي والأنشطة الاقتصادية في الجزائر.

عرض مشروع مرسوم تنفيذي يحدد شروطا وكيفيات وضع معالم تحديد الموقع على متن السفن المعدة والمجهزة للصيد البحري، من أجل عصنة ممارسات الصيد البحري وتأمين الصيادين في حالة وقوع أحداث مؤسفة في البحر. ويأتي مشروع هذا النص تطبيقا للقانون المعدل والمعتم للقانون رقم 11.01 المتعلق بالصيد البحري وتربية المائيات الذي يلزم السفن المعدة للصيد البحري بالتجهيز بمعلم تحديد الموقع.

ويهدف مشروع قانون الإجراءات المدنية والإدارية الذي يأتي في إطار مطابقة هذا القانون مع أحكام دستور أول نوفمبر 2020، إلى التكفل بالإجراءات المطبقة أمام المحاكم الإدارية للاستئناف التي تمثل الدرجة الثانية من التقاضي في المسائل الإدارية بعد تعميم مبدأ التقاضي على درجتين. ومن شأن هذا النص تحديد الإجراءات المطبقة أمام هذه المحاكم الجديدة المتخصصة في المجال التجاري، التي تم استحداثها بناء على التعليمات الصادرة عن رئيس الجمهورية، خلال اجتماع مجلس الوزراء المنعقد في 31 أكتوبر 2021. كما ينص المشروع التمهيدي لهذا القانون على تبسيط بعض الإجراءات، فضلا عن تكريس الوسائل الرقمية الحديثة في جميع مراحل الإجراءات القانونية (رفع الدعوى بالوسائل الإلكترونية، تبادل المعروضات، وتبليغ القرارات...). وستتم دراسة مشروع هذا النص خلال اجتماع قادم لمجلس الوزراء.

وبخصوص مشروع مرسوم تنفيذي المحدد لكيفيات تنفيذ صلاحيات الوالي المتعلقة بتنشيط وتنسيق ومراقبة المصالح غير المركزية للدولة المكلفة بمختلف قطاعات النشاط في الولاية، فإنه يهدف لتعزيز سلطة الوالي من خلال توفير الآليات التي تمكن من تضاعف الجهود على المستوى المحلي، وتحسين فعالية عمل الجهاز التنفيذي وضمان التكفل باحتياجات السكان بفضل تحسين فعالية تنفيذ برامج ومشاريع التنمية على المستوى المحلي، علما أن المؤسسات الرقابية تظل خارجة عن السلطة المباشرة للوالي. وفي مجال الصيد البحري والمنتجات الصيدية،



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉️ dc@mf.gov.dz

☎️ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger